

Monsieur le Premier Ministre  
Hôtel de Matignon  
57 rue de Varenne  
75007 PARIS

Paris, le 21 novembre 2011

Monsieur le Premier Ministre,

**Je vous demande de bien vouloir abroger l'article 7 du Décret n°2001-213 du 8 mars 2001 portant application de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel.**

### **1 - MOTIFS DE FAITS**

Le dernier alinéa du paragraphe I de l'article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel dispose que : *« Le nom et la qualité des citoyens qui ont proposé les candidats inscrits sur la liste sont rendus publics par le Conseil constitutionnel huit jours au moins avant le premier tour de scrutin, dans la limite du nombre requis pour la validité de la candidature. »*.

- Cet alinéa a d'abord eu pour conséquence de parasiter le débat présidentiel, nécessitant l'intervention publique, et souvent au dernier moment, d'autorités ou personnalités pour garantir le pluralisme. En effet, des candidatures tout à fait représentatives ont les pires difficultés à récolter les précieux sésames, ce qui constitue une rupture d'égalité entre les candidats devant l'élection présidentielle.
- Cet alinéa a ensuite suscité un malaise grandissant chez les élus locaux habilités à présenter un candidat, leur signature étant souvent assimilée dans les médias à un soutien et non à ce qu'elle est : un simple acte administratif. Ceux-ci éprouvent dès lors les plus grandes difficultés à expliquer à leurs administrés qu'une éventuelle décision de présenter un candidat ne constitue pas une adhésion partisane, mais une caution démocratique destinée à permettre la participation de tous les grands courants d'opinion à la consultation démocratique.

Pour ces raisons on pouvait lire dans la feuille de route qui vous a été remise par le Président de la République en novembre 2007, *« que le processus de désignation des candidats à l'élection présidentielle garantisse que tous les courants significatifs d'opinion peuvent avoir un candidat »*, sur ce dernier point ajoutait-il *« plusieurs solutions sont possibles, dont celles proposées par le comité Balladur, que je vous demande d'expertiser. »*

Plusieurs propositions de loi ont été présentées par divers parlementaires de droite et de gauche pour modifier ce texte.

Comment une démocratie comme la République française peut-elle accepter un tel système, qui permet aux candidats issus de l'UMP et du PS d'être dans les faits exonérés d'une formalité très contraignante pour les autres candidats, puisque le mode de scrutin majoritaire leur permet d'avoir plusieurs milliers d'élus ? Comment peut-elle tolérer une procédure qui pèse aussi gravement sur le bon déroulement de l'élection suprême ?

Le droit offert aux électeurs de voter pour le candidat de leur choix et celui, pour un candidat, d'être élu au suffrage universel égal et secret constituent deux libertés fondamentales, non seulement au regard de notre droit constitutionnel mais aussi au regard du droit international.

## **2 - MOTIFS DE DROIT**

La publication « *des noms et qualités des citoyens qui ont proposé les candidats* », inconnue dans le texte de 1962, a été introduite par la Loi organique n°76-528 du 18 juin 1976 modifiant la loi n°62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel, pour des considérations et dans un contexte totalement différents de celui que nous connaissons aujourd'hui.

En vertu de la Loi organique n°2009-1523 du 10/12/2009, relative à l'application de l'article 61-1 de la Constitution de 1958, nous nous trouvons face à une disposition qui n'a pas été explicitement déclarée conforme à la Constitution par le Conseil Constitutionnel.

En outre, elle est contraire à la Constitution et aux conventions internationales en raison d'un changement de circonstances depuis son introduction en 1976.

Depuis 1982, le processus de décentralisation et l'obligation de plus en plus pressante d'appartenir à diverses structures intercommunales ont aggravé la dépendance des petites communes, et par voie de conséquence les pressions et obligations qui s'exercent sur elles. Ces pressions s'ajoutent à celles, inadmissibles, émanant de certains élus, qui s'apparentent à un véritable chantage au sens de l'article 312-10 du Code Pénal.

Les lois n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, n° 92-125 relative à l'administration territoriale de la République (*dite "loi ATR" ou "loi Joxe"*), n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale (*dite « loi Chevènement »*) et n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, ont par ailleurs modifié substantiellement les circonstances dans lesquelles se déroule l'élection présidentielle depuis 1976 et ont placé de fait les maires sous la dépendance d'exécutifs locaux de collectivités de plus grande taille.

- Pour ces motifs, l'article 7 du Décret n°2001-213 du 8 mars 2001 portant application de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel est inconstitutionnel.

Par ailleurs la loi du 25 juin 1980 n°80460 parue au JO du 26 juin 1980 et relative au Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) adopté à New York le 16 décembre 1966 par l'Assemblée générale des Nations unies dans sa résolution 2200 A (XXI) a fixé la liste des droits et libertés particulièrement protégés, et notamment « **le droit de voter et d'être élu au suffrage universel et égal** » (article 25, alinéa b).

- Pour ces motifs, l'article 7 du Décret n°2001-213 du 8 mars 2001 portant application de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel est inconventionnel.

Dans l'attente d'une réponse et d'une décision rapide de votre part, je vous prie de croire, monsieur le Premier Ministre, à l'assurance de ma haute considération.



Marine LE PEN